

Le casse-tête iranien

Nucléaire Si la présence américaine aux pourparlers avec l'Iran, le 19 juillet, a été perçue comme un revirement diplomatique considérable des Etats-Unis, la rencontre n'a abouti à aucune percée significative.

Actuellement pour l'Iran, c'est le bâton et la carotte. Lorsque le haut représentant diplomatique de l'Union Européenne Javier Solana rencontre le négociateur iranien Saeed Jalili à l'hôtel de ville de Genève samedi 19 juillet, c'est d'abord pour que l'Iran précise sa réponse quant à la dernière offre internationale de coopération politique et économique qui lui a été faite en échange de l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium. Les Occidentaux suspectent en effet Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique et ce sous le couvert d'activités nucléaires prétendues purement civiles. La proposition internationale faite à Téhéran consiste à sortir le pays de son isolement diplomatique, de consacrer son rôle de puissance régionale, ainsi que de développer les échanges dans les domaines de l'aviation et du nucléaire civil en lui fournissant des technologies dernier cri. En cas d'accord, la première étape des négociations dite de «freeze for freeze» consisterait d'abord à maintenir l'enrichissement d'uranium à son niveau actuel tandis que les pays occidentaux renonceraient à durcir les sanctions existantes. Selon Javier Solana, la réponse formulée par Téhéran début juillet à l'offre internationale est «compliquée», d'où le souhait d'obtenir des éclaircissements. Les pourparlers de Genève ont débuté en présence de diplomates de l'ensemble des puissances impliquées dans le dossier du programme nucléaire iranien, à savoir les cinq membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies – la Chine, la France, la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis – ainsi que

l'Allemagne. La grande première de cette rencontre était sans aucun doute la présence d'un haut diplomate américain, même si, pour reprendre les mots de la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino, celui-ci était surtout dépêché pour «écouter» et non pas pour «négocier». A rappeler que l'Iran et les Etats-Unis n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, lorsque des étudiants islamistes avaient

Par ailleurs, le quotidien britannique *The Guardian* a dévoilé avant la rencontre de Genève que les Etats-Unis prévoient un plan pour rétablir une présence diplomatique en Iran pour la première fois depuis près de 30 ans. Cette présence serait envisagée sous forme d'une section d'intérêts diplomatiques similaire à celle dont les Etats-Unis disposent à Cuba. Le ministre iranien des Affaires étran-

Bush considère désormais l'approche diplomatique de façon beaucoup plus sérieuse.

pénétré dans l'ambassade américaine et retenu en otage ses diplomates pendant plus d'un an. Il s'agit là d'un revirement diplomatique spectaculaire dans la politique du président George W. Bush; ce même George W. Bush qui, en 2002, avait accusé l'Iran de former «l'Axe du mal» avec l'Irak de Saddam Hussein et la Corée du Nord.

Nouvelle tactique

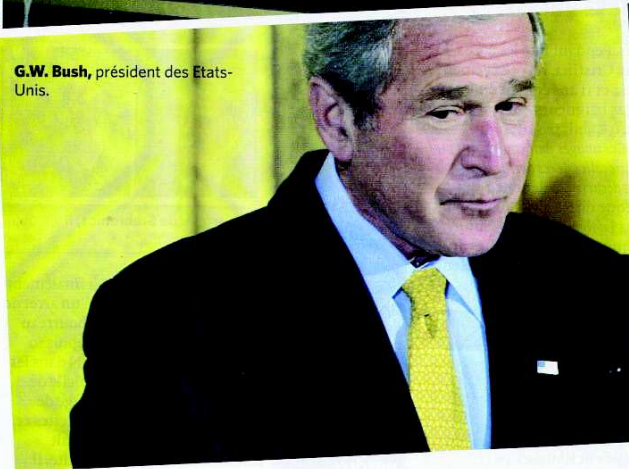
IL SEMBLE QUE L'ADMINISTRATION Bush, à six mois de la fin de son mandat, considère désormais l'approche diplomatique de façon beaucoup plus sérieuse, la stratégie agressive antérieure qui consistait à poser des préalables n'ayant donné aucun résultat et ayant même été contreproductive. De fait, le pragmatisme revient en force tandis que la vision de l'«Axe du mal» est sérieusement remise en question.

gères Manouchehr Mottaki a confirmé que son pays étudiait un plan américain de mise en place d'une section diplomatique, précisant que cette demande avait été faite via les médias d'une manière non officielle. Dans un contexte très tendu ces dernières semaines au Moyen-Orient, après les exercices militaires israélien et iranien d'envergure et les déclarations belliqueuses de part et d'autre, la présence américaine à Genève est perçue comme une tentative d'apaisement. Fin juin, le *New York Times* avait en effet révélé que des manœuvres militaires israéliennes avaient eu lieu en Méditerranée pour préparer l'armée à une éventuelle attaque contre les installations nucléaires iraniennes. En guise de réponse, Téhéran avait annoncé début juillet avoir procédé à des essais de missiles, dont l'un a été présenté comme capable d'atteindre l'Etat

Javier Solana, haut représentant diplomatique de l'UE, et le négociateur iranien Saeed Jalili.



G.W. Bush, président des Etats-Unis.



hébreu. Si la participation du numéro trois du département d'Etat américain Williams Burns aux discussions de Genève a été qualifiée de «positive» par Téhéran et que l'idée américaine d'ouvrir une section d'intérêts diplomatiques a été accueillie favorablement, aucune réponse n'a été donnée en revanche quant à l'offre internationale de coopération.

Rien de concret

LE NÉGOCIATEUR IRANIEEN Saeed Jalili s'est contenté de discuter des points communs entre l'offre occidentale et les propositions présentées récem-

ment par Téhéran à l'ONU pour «régler les problèmes du monde». Les signaux contradictoires envoyés ces dernières semaines par l'Iran laissent planer l'incertitude sur sa volonté de compromis pour sortir de cinq années d'impasse et renforcent le pessimisme des Occidentaux sur le sort réservé à leur offre de coopération. Alors qu'Ali Velayati, le principal conseiller du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a récemment affirmé que l'Iran avait intérêt à trouver un compromis avec les grandes puissances et que les responsables devaient «éviter les déclarations et les slogans provocateurs et illogiques», le président iranien

Mahmoud Ahmadinejad n'a pas hésité à annoncer après la rencontre de Genève que l'Iran ne reculerait pas d'un iota sur le dossier nucléaire. En réponse aux déclarations de M. Velayati, Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que celui-ci était libre d'exprimer son point de vue mais qu'il n'était pas impliqué dans la prise de décision sur le nucléaire.

Javier Solana et Saeed Jalili devraient néanmoins reprendre contact dans quelques semaines. En attendant, les puissances impliquées n'ont pas manqué de faire miroiter de nouvelles sanctions de l'ONU si Téhéran refusait l'offre, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice la première. Allant jusqu'à prévoir la réponse de Téhéran, la Maison Blanche a annoncé s'attendre à ce que l'Iran refuse l'offre de coopération internationale. Quant à Javier Solana, il a également déclaré qu'un refus de l'Iran de répondre positivement aux dernières propositions internationales sur ses activités nucléaires sensibles amènerait à poursuivre sur la voie des sanctions.

Il apparaît, à travers ces réactions, que la rencontre de Genève a surtout permis de clarifier les conséquences, c'est-à-dire davantage de sanctions, si l'Iran n'accepte pas les contreparties qui lui sont proposées. De plus, le gouvernement américain peut désormais arguer des efforts qu'il a consentis pour justifier de nouvelles mesures de rétorsion internationales en cas d'échec renouvelé des négociations.

AMINA BOUBIA